

Délibération n° 2008/0134

Séance du 14 février 2008

**AVANT-PROJET
TRAMWAY SAINT-DENIS - EPINAY-SUR-SEINE-VILLETANEUSE**

Le conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

- VU** l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France,
- VU** le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France,
- VU** le décret n°75-470 du 4 juin 1975 portant approbation du cahier des charges de la régie des transports parisiens, en application de l'article 13 du décret n°59-1091 du 23 septembre 1959 modifié portant statut de la Régie autonome des transports parisiens ;
- VU** le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des transports d'Ile-de-France,
- VU** le contrat de Plan Etat-Région 2000-2006, signé le 18 mai 2000 et le contrat de projets, signé le 23 mars 2007;
- VU** le rapport n° 2008/0134 ;
- VU** l'avis de la commission des investissements et du suivi du contrat de plan du 6 février 2008 ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 : l'avant-projet relatif à la création de la ligne de tramway entre Saint-Denis, Epinay-sur-Seine et Villetaneuse, annexé à la présente délibération est approuvé, pour un montant de 244 M€ aux conditions économiques de janvier 2007 (à l'exception, du bilan proposé par la RATP pour le financement de l'exploitation de la ligne) .

ARTICLE 2 : sont désignés maîtres d'ouvrage :

- la RATP, futur exploitant, pour les travaux du système de transport;
- l'établissement public d'aménagement Plaine de France, pour les aménagements des espaces publics situés sur le territoire du Projet Universitaire et Urbain de Villetaneuse ;
- la Communauté d'agglomération Plaine Commune, pour les aménagements de voirie situés dans le périmètre de la ZAC Porte de Paris à Saint-Denis et à titre transitoire pour la poursuite, avec son mandataire la DDE93, de la phase d'étude de maîtrise d'œuvre en cours,
- le Département de Seine-Saint-Denis, pour les aménagements de voirie situés en dehors des périmètres du PUUV et de la ZAC Porte de Paris à Saint-Denis, y compris pour les acquisitions foncières liées aux aménagements de voiries.

Le Département de la Seine-Saint-Denis est désigné maître d'ouvrage coordinateur du projet.

Du fait du transfert convenu de leurs responsabilités et compte tenu de la phase de maîtrise d'œuvre en cours, le Département et la Communauté d'agglomération Plaine Commune s'organiseront pour assurer la continuité du projet.

Le STIF reste maître d'ouvrage des acquisitions foncières nécessaires au système de transport. En tant que de besoin, des conventions portant transfert de droits réels seront conclues avec la RATP pour lui permettre de réaliser les travaux à sa charge.

ARTICLE 3 : les maîtres d'ouvrage sont invités à engager les travaux, dans le respect des dispositions réglementaires, dans les meilleurs délais pour permettre une mise en service au 3^{ème} trimestre 2013.

ARTICLE 4 : la directrice générale est habilitée à préparer avec la RATP, au plus tard 18 mois avant la mise en service du projet, la convention d'exploitation pour la prise en compte de l'impact de cette mise en service sur le compte d'exploitation de l'entreprise dans le cadre des mécanismes conventionnels qui seront alors en vigueur.

ARTICLE 5 : la convention de financement, d'un montant de 244 M€, avec

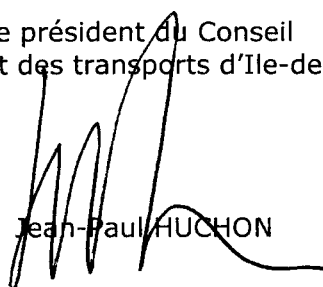
- la Direction Départementale de l'Équipement de Seine-Saint-Denis,
- la RATP,
- le Conseil Général de Seine-Saint-Denis,
- Communauté d'agglomération Plaine Commune,
- l'établissement public d'aménagement Plaine de France,
- l'État,
- la Région d'Ile-de-France,

et le STIF, annexée à la présente délibération, est approuvée.

ARTICLE 6 : la directrice générale du STIF est habilitée à signer ladite convention ainsi que tous les documents permettant de concrétiser cette opération.

ARTICLE 7 : la directrice générale est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs du syndicat des transports d'Ile-de-France.

Le président du Conseil
du Syndicat des transports d'Ile-de-France



Jean-Paul HUCHON